

Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse
Division de Bar-le-Duc
14 rue Antoine Durenne
Parc Bradfer _ CS 70542
55 013 Bar-le-Duc Cedex

Bar-le-Duc, le 05/12/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 16 novembre 2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

WELLMAN FRANCE RECYCLAGE

ZI de Regret
BP 70180
55100 Verdun

Références : EK/471-2023
Code AIOT : 0006200935

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 16/11/2023 dans l'établissement **WELLMAN FRANCE RECYCLAGE** implanté ZI de Regret 55100 Verdun. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- **WELLMAN FRANCE RECYCLAGE**
- **ZI de Regret 55100 Verdun**
- **Code AIOT : 0006200935**
- **Régime : Autorisation**
- **Statut Seveso : Non Seveso**
- **IED : Non**

L'entreprise Wellman France Recyclage exploite une usine de tri et recyclage de bouteilles plastiques en PET sur le territoire de la commune de Verdun.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Vapeur d'eau issue du lavage des copeaux	Arrêté Préfectoral du 13/07/2016, article 3.4.3	Lettre de suite de l'inspection	4 mois
3	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 13/07/2016, article 4.4.3	Lettre de suite de l'inspection	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Dépoussiéreur - Émission de poussières	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III	Sans objet
4	Entretien et conduite des installations de traitement	Arrêté Préfectoral du 13/07/2016, article 4.3.4	Sans objet
5	Isolement avec les milieux	Arrêté Préfectoral du 13/07/2016, article 4.2.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a mis en évidence une non-conformité au niveau des rejets atmosphérique issus du lavage des copeaux.

L'ensemble des paramètres exigés par l'arrêté préfectoral d'autorisation n'est pas analysé dans les eaux pluviales.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Vapeur d'eau issue du lavage des copeaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2016, article 3.4.3	
Thème(s) : Risques chroniques, Rejet vapeur issue du lavage des copeaux	
Prescription contrôlée : Les rejets de vapeur issue du lavage des copeaux sont canalisés par des appareils capotés et traités avant rejet à l'atmosphère par un laveur à eau froide, de manière à ce qu'aucune trace significative de soude ne soit présente dans la vapeur d'eau rejetée.	
Ce rejet respecte les dispositions suivantes :	
Polluant	VLE
Acidité (concentration en H+)	1 g/Nm3
Alcalinité (exprimée en OH-)	10 g/Nm3
L'éjection des gaz est verticale et la vitesse d'éjection des gaz est au moins égale à 5m/s en sortie de cheminée. [...]	
Constats : L'exploitant présente les dernières analyses des rejets de vapeur d'eau issue du lavage des copeaux : rapport SOCOTEC en date du 07 février 2023. Les valeurs en alcalinité et en acidité sont conformes. La vitesse d'éjection relevée est d'environ 3 m/sec ce qui est inférieur à la vitesse minimale de 5m/sec exigée par l'arrêté préfectoral. Le rapport 2022 montre également une vitesse d'éjection inférieure à la valeur limite exigée par l'arrêté préfectoral. L'exploitant précise que la tuyauterie (trop grosse) n'est pas adaptée à la turbine ce qui ralentit l'éjection des gaz.	
Type de suites proposées : Avec suites	
Proposition de suites : Lettre de suite de l'inspection	
Proposition de délais : 4 mois	

N° 2 : Dépoussiéreur - Émission de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-III
Thème(s) : Risques chroniques, Dépoussiéreur - Émission de poussières
Prescription contrôlée : Les mesures (prélèvement et analyse) des émissions dans l'air sont effectuées au moins une fois par an par un organisme ou laboratoire agréé ou, s'il n'existe pas d'accréditation pour le paramètre mesuré, par un organisme ou laboratoire accrédité par le Comité français d'accréditation ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation.
Constats : Le dépoussiéreur a été mis en service fin octobre 2023. L'exploitant est donc tenu de réaliser une mesure avant octobre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2016, article 4.4.3
Thème(s) : Risques chroniques, VLE eaux pluviales
Prescription contrôlée : [...] La qualité des eaux pluviales avant le rejet dans la Scance doit respecter les valeurs limites suivantes : MEST <35mg/l Hydrocarbures totaux <5mg/l DBO5 <30mg/l DCO <125 mg/l [...]
Constats : L'exploitant présente le rapport Veolia référencé HASW230103006 en date du 16 janvier 2023 suite au prélèvement et à l'analyse des eaux pluviales en sortie des deux déshuileurs du site. L'inspection relève un dépassement en matière en suspension (MES) en sortie du déshuileur haut. Valeur relevée de 49.2 mg/l pour une valeur limite autorisée de 35 mg/l. L'inspection constate que le paramètre DBO5 n'est pas analysé. L'inspection rappelle également à l'exploitant que le prélèvement pour analyse doit se faire au point de rejet au milieu extérieur et pas en sortie des déshuileurs.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite de l'inspection
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Entretien et conduite des installations de traitement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2016, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien du décanteur-séparateur à hydrocarbures
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, [...] sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement [...] [...] Ces dispositifs de traitement [...] sont nettoyés par une société habilitée [...] au moins une fois par an. [...]
Constats : L'exploitant présente la fiche d'intervention de l'entreprise Malézieux en date du 11 avril 2023 pour la vidange des déshuileurs.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Isolement avec les milieux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/07/2016, article 4.2.5
Thème(s) : Risques chroniques, Isolement avec le milieu
Prescription contrôlée : Un système doit permettre l'isolement des réseaux d'assainissement [...] Leur entretien préventif [...] sont définis par consigne.
Constats : L'exploitant procède à la vérification de la vanne d'isolement avec le milieu extérieur tous les 6 mois. La dernière vérification a eu lieu le 10 novembre 2023.
Type de suites proposées : Sans suite